



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
41000 Blois

Blois, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUNCHA FRANCE SAS

22 Boulevard de l'Industrie
CS 13320
41000 Blois

Références : 2026 - 209
Code AIOT : 0010007018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement DUNCHA FRANCE SAS implanté 22, Boulevard de l'Industrie CS 13320 41033 Blois. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a lieu dans le cadre de l'action régionale détection incendie dans les sites soumis aux rubriques 2565 et 2564 à enregistrement (traitement de surface).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUNCHA FRANCE SAS
- 22, Boulevard de l'Industrie CS 13320 41033 Blois
- Code AIOT : 0010007018

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site DUNCHA à Blois est la fabrication de tubes d'injection diesel et essence pour les moteurs thermiques.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Sonde dans les gaines de ventilation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Action de l'alarme incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II	Demande d'action corrective	2 mois
11	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.I	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1	Sans objet
2	Détection sur l'installation de TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14.d	Sans objet
3	Détection dans les locaux de LI	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I	Sans objet
5	Action de la détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I	Sans objet
7	Liste des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III	Sans objet
8	Pertinence du dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III	Sans objet
9	Maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III	Sans objet
10	Documents à	Arrêté Ministériel du 09/04/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	disposition	article 19.III	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Champ d'application
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature des installations classées. Le présent arrêté s'applique :</p> <p>a) aux installations régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement ;</p> <p>b) aux installations régulièrement enregistrées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ;</p> <p>c) aux installations faisant l'objet d'une demande d'enregistrement complète à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. [...]</p> <p>Les dispositions du point d de l'article 14, [...] et de l'article 19 sont applicables aux installations relevant des a, b ou c au 1er juillet 2024. [...]</p> <p>Cet arrêté s'applique sans préjudice des prescriptions auxquelles ces installations existantes sont déjà soumises et qui demeurent applicables.</p> <p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement : [...]</p> <p>- les autres articles du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble de l'installation. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2007 mentionne dans la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La rubrique 2565.2.a sous le régime de l'autorisation pour un volume de 6 750 L • La rubrique 2564.1.a sous le régime de l'autorisation pour un volume de 2910 L <p>Suite à des évolutions de la nomenclature des installations classées, le site est désormais sous le régime de l'enregistrement pour ces deux rubriques.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant indique que des évolutions ont eu lieu au cours du concernant les volumes de ces 2 rubriques :</p>

- Le volume pour la rubrique 2565.2.a s'élève désormais à 3 200L, avec 3 cuves de 800 L de rénoclean
- Le volume pour la rubrique 2564.1.a s'élève désormais à 2 140L, avec une machine à laver de 1000 l, une machine à laver de 800 l, 3 bidons de 20 l, et 4 bidons de 50 l

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection sur l'installation de TS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14.d

Thème(s) : Actions régionales, Détection sur l'installation de TS

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie.

Constats :

L'atelier principal, et le local 4 sont les locaux abritant les installations de traitement de surface. Des détecteurs incendie sont présents dans ces locaux. Ces détecteurs sont toujours à proximité immédiate des installations de traitement de surface (moins de 10 m).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection dans les locaux de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I

Thème(s) : Actions régionales, Détection dans les locaux de LI

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; [...]

Constats :

L'atelier principal, le local 4 et le laboratoire sont les locaux abritant des liquides inflammables. Des détecteurs incendie sont présents dans ces locaux. Ces détecteurs sont toujours à proximité immédiate des installations de traitement de surface (moins de 10 m).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sonde dans les gaines de ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I

Thème(s) : Actions régionales, Sonde dans les gaines de ventilation

Prescription contrôlée :

[...]

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

[...]

Constats :

Lors de la visite des locaux, il a été constaté que les carrousels de lavage sont équipés d'un extracteur d'air. L'exploitant explique que cet extracteur d'air rejette uniquement l'air comprimé, et que les vapeurs ne circulent pas dans ce système d'aspiration, mais restent dans un circuit fermé.

Les machines d'autofrettage ne sont pas équipés d'extracteur d'air, et sont également en circuits fermé.

L'exploitant devra apporter des éléments techniques (par exemple des notices techniques des machines montrant les circuits) afin de justifier que ces installations n'ont pas de systèmes d'extraction des vapeurs et donc ne sont pas munis de sondes dans les gaines de ventilation.

Concernant le laboratoire, les cuves sont utilisées dans les paillasse de la salle blanche qui sont munies d'une hotte de ventilation, qui s'active uniquement lors de l'utilisation de la paillasse. Cette hotte constitue un système d'extraction des vapeurs. Elle n'est pas équipée d'une sonde de détection. Cependant, les activités nécessitant l'utilisation des produits soumis à la rubrique 2564 n'étant que ponctuelle dans le laboratoire et sous la hotte pour les tests propreté, l'inspection constate alors qu'il n'y a pas ici de véritable système d'aspiration des vapeurs nécessitant une sonde de détection incendie. De plus, le laboratoire est correctement équipé de détecteurs incendies.

L'exploitant doit justifier que ces installations ne sont pas équipées de systèmes d'aspiration des vapeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Action de la détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I
Thème(s) : Actions régionales, Action de la détection incendie
Prescription contrôlée : [...] Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. [...] Constats : La détection incendie appelle dans un premier temps les techniciens de maintenance en heures ouvrés, ou le responsable maintenance ainsi que le directeur général en dehors des heures ouvrés. Sans levé de doutes au bout de 5 min, une alarme sonore est alors déclenchée sur l'ensemble du site. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Action de l'alarme incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II
Thème(s) : Actions régionales, Action de l'alarme incendie
Prescription contrôlée : Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Constats : L'alarme incendie est transmise aux techniciens de maintenance, au responsable maintenance ou au directeur général, qui applique ensuite la procédure interne de levé de doute, puis de déclenchement de l'alarme incendie si nécessaire, et enfin d'appel aux pompiers. Cependant, l'alarme incendie ne déclenche pas l'arrêt des systèmes susceptibles de propager l'incendie. L'installation n'est pas équipée de système d'aspiration des vapeurs, mais est bien équipé de système de chauffage des bains (pour les 3 carrousels et les 2 ecocleans).

<p>Pour finir, les modalités de gestion et de transmission de l'alarme ne sont pas formalisés dans une procédure écrite.</p> <p>Le déclenchement d'une alarme incendie n'entraîne pas l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (chauffage des bains). Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme ne sont pas formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Liste des détecteurs incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Liste des détecteurs incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un tableau listant chacun de ses détecteurs incendie, leurs bâtiments, zones et numéro. Un contrat de maintenance avec l'entreprise DESAUTEL prévoit un contrôle annuel de ces équipements, une maintenance annuelle, et l'information des actions complémentaires à prévoir dans le cadre d'une maintenance préventive.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Pertinence du dimensionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Pertinence du dimensionnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>[...] L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des bâtiments abritant des installations de traitement de surface (atelier principal, local 4 et laboratoire) sont constitués d'un réseau de détecteur incendie avec un maillage d'environ 1 détecteur tous les 10 mètres. Ce réseau permet de couvrir l'ensemble des bâtiments, peu importe le type d'activité.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Maintenance des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Maintenance des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède un contrat de maintenance avec l'entreprise DESAUTEL concernant ses installations fixes de protection contre l'incendie.</p> <p>Ce contrat prévoit le contrôle périodique des installations de protection contre l'incendie, le remplacement des petites fournitures nécessaires durant l'opération de maintenance, et l'information au client des actions complémentaires à prévoir dans le cadre de la maintenance préventive de l'installation.</p> <p>Les contrôles périodiques font l'objet d'un rapport, conservés par l'exploitant, et transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre de cette visite.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Documents à disposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III</p>
--

Thème(s) : Actions régionales, Documents à disposition
Prescription contrôlée : [...] La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et les contrôles périodiques concernant les détecteurs incendie ont été transmis à l'inspection en préparation de cette visite. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.I
Thème(s) : Actions régionales, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : [...] - les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ; [...]
Constats : L'exploitant réalise annuellement l'entretien et la maintenance de ses systèmes automatiques de détection. Néanmoins, l'exploitant ne possède pas de consignes de sécurité spécifiant ces opérations, disponibles en permanence dans l'installation. L'exploitant ne possède pas de consignes de sécurité spécifiant ces opérations, disponibles en permanence dans l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois